

- **7 Français sur 10 intéressés par les élections municipales**

Quand bien même l'abstention a été importante, une attention majoritaire des Français inscrits sur les listes électorales dans les communes d'au moins 1 000 habitants pour ce scrutin local a été relevée. Elle ne doit toutefois pas masquer de fortes disparités. Les jeunes, les catégories modestes se positionnent de manière beaucoup plus distante à l'égard de ces élections dans leur commune (de 10 à 17 points inférieurs à la moyenne des inscrits). L'intérêt déclaré est également plus relatif auprès des personnes ayant voté blanc ou nul (53%) et de manière logique minoritaire auprès des abstentionnistes (27%). Ce niveau d'attention apparaît également variable en fonction de du vote exprimé : plus élevé auprès des électeurs du PS (82%), de l'UMP (79%) et du Centre (86%) que parmi les électeurs d'Europe Ecologie Les Verts (64%) ou encore du Front National (68%). On le voit, une disparité se fait jour entre regard à l'égard des débats politiques et comportements électoraux. L'intérêt ne se traduit pas nécessairement par un vote.

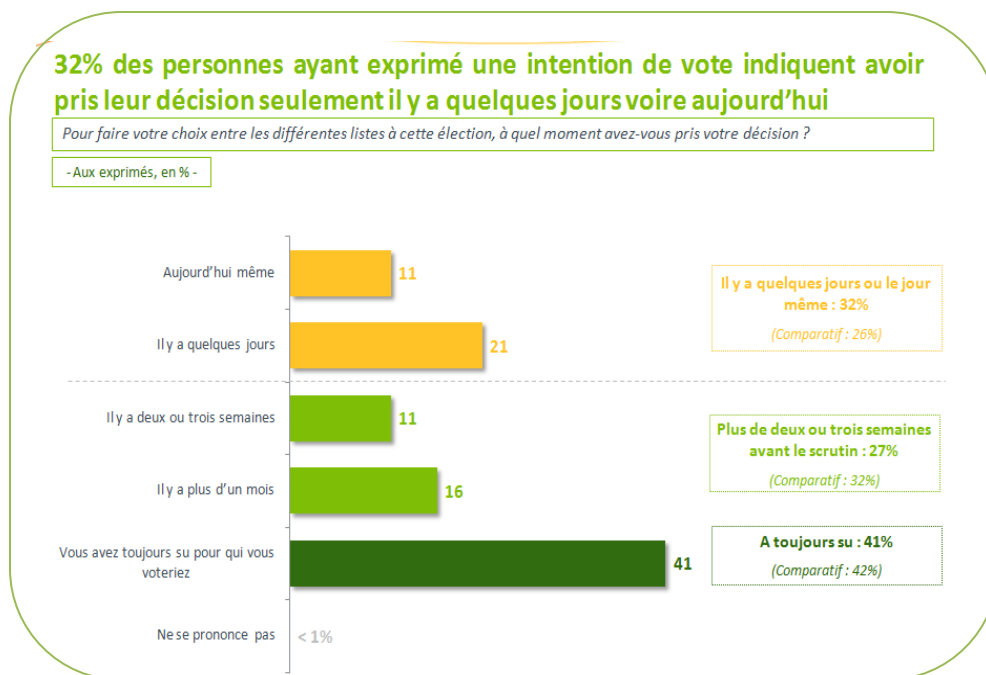
- **Une part non négligeable des électeurs incertains de leur choix à quelques jours du scrutin**

Interrogés le jour du vote, **près d'un tiers des électeurs déclarent avoir pris leur décision seulement quelques jours avant le 1^{er} tour des élections voire le jour même**, un peu plus d'un quart dans les semaines précédentes, tandis que quatre Français sur dix indiquent avoir toujours su pour qui ils allaient voter. Si cette proportion « d'hésitants » apparaît sensiblement équivalente à ce que l'on avait mesuré lors de l'élection présidentielle de 2012 (58%), on remarque toutefois que celle qui identifiée les semaines précédentes tend à diminuer (-5 points par rapport à 2012) au profit d'une incertitude qui perdure jusqu'au jour du scrutin (+6 points par rapport à 2012).

Alors que les électeurs frontistes se distinguent comme les plus déterminés à l'égard de leur choix (51% affirment avoir toujours su pour qui voter), ceux du Parti socialiste (41%) et de l'UMP (42%) apparaissent également **comme des électorats consolidés de longue date**, à l'inverse des électeurs du Front de Gauche dont 17% se sont décidés le jour même, de ceux des Verts, ou encore du Modem (respectivement 38% et 33% quelques jours avant le scrutin), plus nombreux à avoir hésité jusqu'aux jours précédant le scrutin.

Si cette incertitude existe de façon non négligeable s'agissant d'effectuer un choix, elle concerne également, dans des proportions importantes, le fait même d'exprimer un choix de vote voire de se déplacer aux urnes. 25% des personnes ayant exprimé un vote le jour du 1^{er} tour déclarent avoir hésité à

voter blanc, à voter nul, ou à s’abstenir. Les électeurs écologistes (31%) et frontistes sont les plus nombreux à avoir hésité s’abstenir (21%, soit +7 points par rapport à la moyenne), alors qu’on observe des taux inférieurs, situés dans la moyenne, et équivalents auprès des électorats socialistes et de l’UMP (17% et 18% ont hésité à voter blanc, 13% à s’abstenir).



▪ **Un scrutin qui s’appréhende avant tout sous l’angle d’enjeux locaux ...**

Les enjeux locaux constituent l’élément le plus déterminant du vote : 89% des électeurs s’étant exprimés au premier tour déclarent que cela a joué un rôle important dans leur choix. Cette dimension s’impose ainsi très largement sur la prise en compte d’enjeux nationaux, dont l’influence apparaît relativement réduite (33%). Corolaire de cette prédominance de la dimension locale dans le vote, le projet des candidats et le bilan du Maire ont également pesé de façon significative dans le vote des Français concernés par ce scrutin (87% et 81%). Enfin, on notera que **les électeurs se montrent plus sensibles à la personnalité des candidats (69%) qu’à leur étiquette politique (53%) ou encore leur notoriété (41%).**

Si l'on observe peu de différences d'appréciation de ces différents éléments entre les électeurs ayant voté pour la Gauche ou pour la Droite, des variations existent aux extrémités de l'échiquier politique. **Les électeurs du Front de Gauche et du FN apparaissent nettement plus attachés à l'étiquette du parti** des candidats que les autres, au détriment de leur personnalité ou de leur notoriété.

Enfin, autre nuance, **les électeurs du FN** sont bien **plus enclins que les autres à nationaliser le scrutin** : 78% d'entre eux déclarent que les enjeux nationaux ont compté dans leur vote, contre 33% en moyenne.

- **...mais qui offre aussi l'opportunité d'exprimer un message de mécontentement à l'égard de l'exécutif**

Si la prise en compte des enjeux nationaux émerge à un niveau secondaire dans le comportement des électeurs, il n'en demeure pas moins que l'insatisfaction généralisée à l'égard de l'exécutif tend à rejaillir, ne serait-ce que de manière indirecte sur la posture des électeurs et à influencer pour une partie d'entre eux leur vote. **23% des électeurs déclarent ainsi avoir voulu exprimer un message à François Hollande et son gouvernement à travers leur vote, jusqu'à 67% des électeurs frontistes, 27% de ceux de l'UMP et un tiers des électeurs ayant voté blanc ou nul.**

Autre révélateur de l'influence du climat actuel et de la défiance des Français à l'égard des responsables politiques, **seul un électeur sur deux (55%) qualifie son vote de « vote d'adhésion »**, soit une proportion stable par rapport à ce qui avait été mesuré à l'occasion de l'élection présidentielle en 2012. **18% des électeurs déclarent avoir voté « par défaut », 14% indiquant avoir effectué un « vote utile » et 8% un « vote de protestation »**. Le vote utile est plus répandu chez les électeurs du MoDem et du Centre (24% contre 14% en moyenne des inscrits), tandis que le vote de protestation est davantage revendiqué par les électeurs frontistes (29%). **Notons que, bien qu'il soit majoritaire, le vote d'adhésion est peu élevé chez les électeurs du PS (61%).**

- **Impôts locaux, cadre de vie, dépenses de la municipalité et sécurité émergent comme les thématiques ayant le plus pesé dans le choix des électeurs**

Les attentes et les inquiétudes exprimées par les Français en matière économique depuis de nombreux mois, qui constituent un motif majeur d’insatisfaction à l’égard de la politique gouvernementale, s’expriment également au niveau local. Tout en étant majoritairement satisfaits, en moyenne, du travail accompli par leur Maire sortant¹, **les électeurs de Droite comme de Gauche déclarent avoir structuré leur vote en fonction d’enjeux financiers : d’une part les impôts locaux (41%) et d’autre part les dépenses de la municipalité (39%). Le cadre de vie** apparaît également comme un élément déterminant du vote (40% en moyenne, soit le deuxième élément le plus cité). Enfin, les électeurs se montrent sensibles **aux enjeux de sécurité** dans leur commune : 33% indiquent que cela a joué un rôle important dans leur choix. La sécurité constitue même la première motivation des électeurs frontistes (80%), tandis que les électeurs du Front de gauche ou du MoDem sont moins positionnés sur cette thématique.

On peut, sur ce point, rappeler que dans les **différents domaines, la plupart des Français estiment que** l’étiquette politique du maire a au final peu d’importance : **au moins un Français sur deux déclarent qu’un maire de Gauche n’est pas spécialement préférable à un maire de Droite et réciproquement. Notons toutefois que** les sujets perçus comme les plus prioritaires sont davantage associés à la Droite, **comme les impôts locaux (22% jugent un maire de Droite préférable sur ce sujet, 15% privilégiant un maire de Gauche) et la sécurité (30% Droite, 10% Gauche) ou encore le développement économique (23% Droite, 15% Gauche) ; tandis que** d’autres domaines d’action, souvent moins prioritaires, sont davantage associés à la Gauche, **comme le logement (24% jugent un maire de Gauche préférable, contre 14% favorisant un maire de Droite), les actions sociales (30% Gauche, 12% Droite) et les activités culturelles ou sportives (21% Gauche, 10% Droite). Mais dans l’ensemble, les Français semblent juger que** l’étiquette politique des maires est moins discriminante que leur pratique concrète du pouvoir municipal, **les maires du centre ou « sans étiquette » n’apparaissent pas non plus comme un recours préférable (jamais plus de 10% de citation)².**

¹ En octobre 2013, 60% des personnes vivant dans des communes d’au moins 1 000 habitants se déclaraient satisfaits de l’action du maire et de l’équipe municipale dans leur commune. Enquête Harris Interactive réalisée en ligne du 09 au 22 octobre 2013. Echantillon de 1706 individus représentatifs de la population française âgée de 18 ans et plus et vivant dans des communes de 1 000 habitants et plus, à partir de l’access panel Harris Interactive. Méthode des quotas et redressement appliquée aux variables suivantes : sexe, âge, catégorie socioprofessionnelle et région de l’interviewé(e).

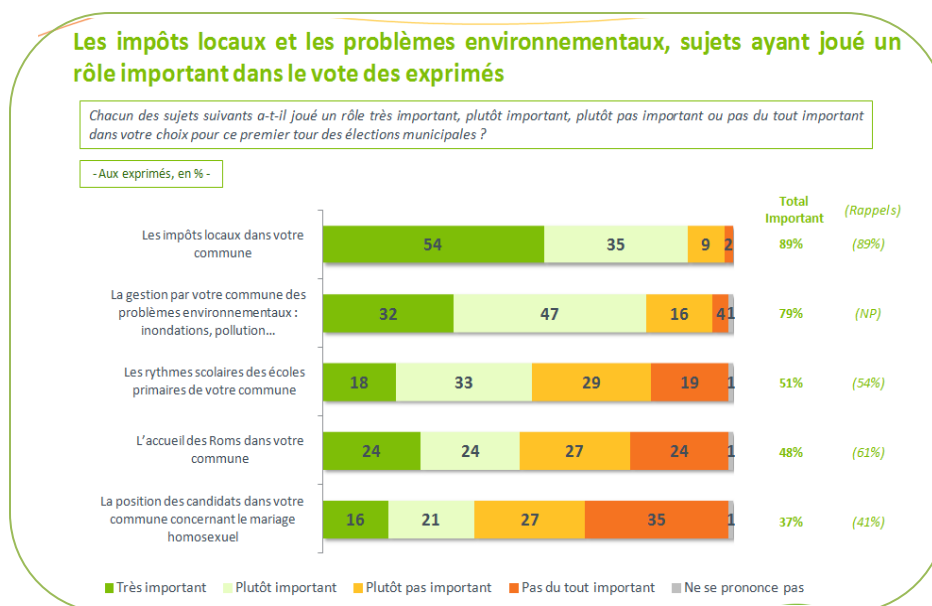
² Sondage Harris Interactive pour LCP Enquête réalisée en ligne du 04 au 06 mars 2014. Echantillon de 1 000 personnes représentatif de la population française âgée d’au moins 18 ans, à partir de l’access panel Harris Interactive. Méthode des quotas et redressement appliquée aux variables suivantes : sexe, âge, catégorie socioprofessionnelle et région d’habitation de l’interviewé(e).

Dans le détail, le rôle joué par l'un ou l'autre de ces sujets varie sensiblement selon les électors. Ainsi, les électeurs du Parti socialiste et surtout d'EELV accordent davantage d'importance au cadre de vie, quand les électeurs de l'UMP et du Front National se positionnent davantage sur les aspects économiques (gestion des dépenses de la municipalité et impôts locaux).

- La gestion des problèmes environnementaux par la commune : un élément qui a compté dans le vote des électeurs**

79% des électeurs du 1er tour déclarent que la gestion par leur commune des problèmes environnementaux (inondations, pollution...) a eu une influence sur leur vote. Le positionnement des élus de leur commune à l'égard d'autres enjeux qui ont fait l'actualité il y quelques mois ont également retenu leur attention, mais dans une moindre mesure : c'est le cas des rythmes scolaires (51% en ont tenu compte), de l'accueil des Roms dans leur commune (48%, jusqu'à 77% auprès des électeurs du FN) ou encore de la position des candidats à l'égard du mariage homosexuel (37%, contre-intuitivement plus cité par les sympathisants de Gauche que de Droite).

Au final, mois après mois, seule la thématique des impôts locaux résiste et continue à cristalliser les attentes de l'opinion alors que les autres dossiers sont en reflux par rapport à ce que l'on a pu observer dans une précédente enquête réalisée en octobre (-4 points pour les rythmes scolaires, -13 points pour l'accueil des Roms, - 4 points pour la position à l'égard du mariage homosexuel).



- **Une influence relative des « affaires » dans le vote des électeurs, mais qui participe sans doute indéniablement à nourrir la défiance ambiante à l'égard des responsables politiques**

L'influence de différents dossiers d'actualité révélés dans les semaines précédant le scrutin, qu'il s'agisse des affaires concernant des responsables de l'UMP, de la gestion par le gouvernement des écoutes de Nicolas Sarkozy ou encore du pic de pollution atmosphérique, s'avère relative. **A peine plus d'un un électeur sur dix déclare, concernant les différentes « affaires » testées, qu'elle a eu influence sur son vote.**

A l'exception des électeurs frontistes, et des abstentionnistes, nombreux à déclarer que les « affaires » ayant touché récemment des responsables de l'UMP ou la réaction du Gouvernement suite à la révélation des écoutes de Nicolas Sarkozy par la justice ont eu un impact sur leur vote (25% et 23% contre 13% et 11% en moyenne). Si ces éléments contribuent indéniablement à ternir l'image des responsables politiques et à nourrir la déception des électeurs, pris à un à un, ils n'apparaissent toutefois pas comme des structurants majeurs du vote, ou du moins **nettement moins influents que les inquiétudes socio-économiques des électeurs et la nécessité perçue d'un changement de politique pour y répondre.**

- **Une attente identique de personnes expérimentées et de profils renouvelés dans les équipes municipales**

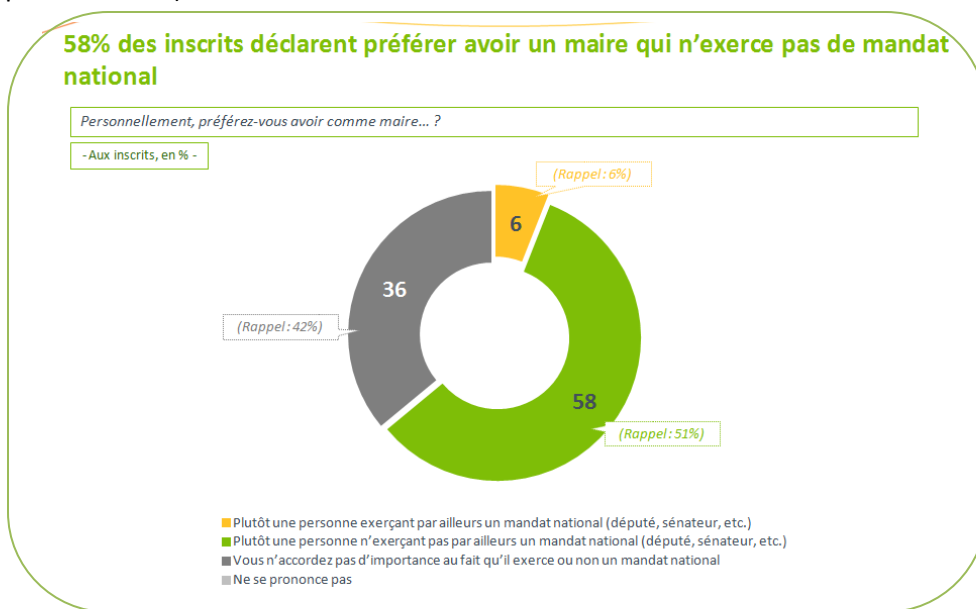
79% des personnes inscrites sur les listes électorales considèrent que cela est une bonne chose de présenter sur sa liste aux élections municipales « des personnes expérimentées, ayant déjà une expérience politique » (dont 33% une très bonne chose). **Et une proportion quasi identique estime que cela est positif de présenter « des personnes nouvelles en politique, qui ne se sont jamais présentées »** (76%, dont 28% une très bonne chose). D'ailleurs, 83% des répondants plébiscitent le fait d'inscrire des jeunes sur les listes élections municipales, 70% des personnes issues du monde associatif et 69% des personnes issues de la diversité. **Coexistent donc un souhait de voir des équipes en place bénéficiant d'une expérience rassurante et un désir de renouvellement du corps politique**, y compris à l'échelle locale. Enfin, relevons que **les deux tiers des Français estiment que placer une femme en position de tête de liste est une bonne chose**, les autres déclarant ne pas prêter attention à cet aspect (pour seulement 4% y voyant une mauvaise chose). Notons que les femmes sont particulièrement enclines à souligner positivement cette présence (72% contre 63% chez les hommes).

Dans le détail, notons que les personnes ayant voté pour une liste du PS ou d'Union de la Gauche ou pour une liste de l'UMP ou d'Union de la Droite sont un peu plus nombreuses que la moyenne à juger positivement le fait de présenter des personnes expérimentées tandis que les électeurs d'une liste Front de Gauche souhaitent davantage voir sur les listes des jeunes, des personnes nouvelles, des personnes issues du monde associatif ou encore des individus représentant la diversité de la société. **Quant aux électeurs**

FN, en dépit de leur critique forte des représentants politiques, ils sont 80% à penser que cela est une bonne chose de présenter des candidats expérimentés. En revanche, ils apprécient moins le fait de présenter des personnes issues du monde associatif ou de la diversité.

- **Six inscrits sur dix indiquent préférer un maire n'exerçant pas de mandat national**

Alors que de nombreux députés et sénateurs se sont présentés sur des listes aux élections municipales et que de nombreuses personnalités politiques présentes au plan national ont été réélues dans leur ville dès le premier tour³, notons que seuls 6% des répondants déclarent préférer avoir à la tête de leur mairie une personne exerçant un mandat national. **58% déclarent préférer au contraire un maire n'exerçant pas de mandat dé député ou de sénateur** (+7 points par rapport à une enquête réalisée en octobre dernier), quand 36% mentionnent que cela leur importe peu. **Une majorité d'électeurs de toutes les familles politiques déclare préférer un maire qui ne cumule pas ses fonctions locales avec des fonctions nationales**, de 50% des électeurs UMP à 70% des électeurs du Front de Gauche, en passant par 57% des électeurs frontistes, 60% des électeurs centristes et 63% des électeurs socialistes. Rappelons que le Conseil Constitutionnel a validé en février dernier deux lois interdisant le cumul de fonctions exécutives locales, dont celle de maire, avec un mandat de député ou sénateur (à partir de 2017) ou de parlementaire européen (à partir de 2019).



³ 97 députés maires de droite (sur 117) et 53 sénateurs maires (sur 71) se sont représentés à ces élections municipales, auxquels s'ajoutent 29 députés et 4 sénateurs briguant un mandat n'étant pas entre leurs mains. A Gauche, 83 députés maires (sur 113) et 38 sénateurs maires (sur 52) se sont également représentés devant les électeurs.

- **Près d'un Français sur deux déclare souhaiter un Maire sans proximité politique ou n'accorde pas d'importance à son étiquette**

A l'issue des élections municipales, **26% des inscrits sur les listes électorales dans les communes d'au moins 1 000 habitants déclarent souhaiter voir leur commune dirigée par un Maire de Gauche** (17% socialiste, 5% Front de Gauche et 4% Europe Ecologie), **quand 21% préféreraient un Maire de Droite** (17% un maire UMP et 4% un maire MoDem/UDI) **et quand 7% voudraient que leur Maire appartienne au Front National**. 19% préféreraient voir leur municipalité dans les mains d'un Maire sans proximité politique, quand un quart des répondants déclare que cela ne revêt pas d'importance à leurs yeux.

Logiquement, **chacun des électors plaide pour un Maire issu de sa famille politique** : 58% des électeurs Front de Gauche souhaitent un Maire Front de Gauche, 48% des électeurs du PS ou de l'Union de la Gauche un Maire socialiste, 63% des électeurs d'Europe Ecologie Les Verts un Maire écologiste, 37% des électeurs de l'UMP ou de l'Union de la Droite un Maire issu de l'UMP et surtout **70% des électeurs de 1^{er} tour du Front National expriment le souhait d'avoir un Maire FN**. Ce dernier chiffre démontre que les électeurs frontistes sont ceux qui souhaitent le plus que leur vote se traduise par une victoire de leur candidat dans les urnes, signe que le vote FN aux élections municipales ne peut se réduire à un vote de protestation qui n'aurait pas de « conséquences » sur les exécutifs locaux. A l'inverse, les électeurs de la Droite ou du Centre Droit sont ceux qui indiquent le plus ne pas accorder d'importance à l'étiquette de leur futur maire (respectivement 26% et 31%) ou préférer un maire sans affiliation politique (respectivement 22% et 24%).

- **Une volonté de changement**

67% des exprimés indiquent avoir voté plutôt pour que « les choses changent dans leur commune », pour 33% ayant voté plutôt pour que « les choses restent comme elles sont dans leur commune ». Les plus nombreux à faire état d'un désir de changement sont les électeurs du FN (95%) mais aussi les électeurs écologistes (89%), les électeurs centristes (80%) et électeurs du Front de Gauche (74%).

*_*_*_*_*_*_*_*_*_*_*_*_*_*_*_*_*_*_*_*_*_*_*_*_*_*_*_*_*_*_*_*_*_*_*_*_*_*_*_*_*_**

Merci de noter que toute diffusion de ces résultats doit être accompagnée d'éléments techniques tels que : la méthode d'enquête, les dates de réalisation, le nom de l'institut – Harris Interactive-, la taille de l'échantillon.

A propos de Harris Interactive

Harris Interactive est un acteur historique du marché des études et le Groupe est présent dans le monde entier. La structure française, dirigée par ses fondateurs Nathalie Perrio-Combeaux et Patrick Van Bloeme, propose des approches innovantes, qualitatives et quantitatives, en France comme à l'international.

Animé par l'énergie de la passion, porté par l'innovation et convaincu que le marché est en pleine mutation, Harris Interactive accompagne ses clients face à leurs nouveaux challenges et repense avec eux le métier des études.

Suivez l'actualité de Harris Interactive sur www.harrisinteractive.fr, [Facebook](#), [Twitter](#) et [LinkedIn](#).

Contacts :

Harris Interactive en France :

Laurence Lavernhe - 39 rue Crozatier - 75012 Paris - Tel: 01 44 87 60 94 - 01 44 87 60 30 - llavernhe@harrisinteractive.fr

Jean-Daniel Lévy - Directeur du Département Politique & Opinion - 01 44 87 60 30 - jdlevy@harrisinteractive.fr